

Point 05 : Débat d'orientation budgétaire

Intervention : Mireille PERNOT (Rezé)

Madame la présidente, chers collègues,

Pour nous, élus communistes, le débat d'orientation budgétaire est un moment important de la vie démocratique de nos collectivités, non seulement pour faire le bilan de l'année écoulée mais plus encore pour esquisser les projets d'avenir.

Ces dernières décennies, il était devenu traditionnel dans nos débats d'aborder la baisse des dotations de l'Etat. En effet, depuis la suppression de la taxe professionnelle en 2010 ce sont des dizaines de milliards d'euros qui ont été mal compensé ou supprimé des caisses de nos collectivités.

Malgré les réformes incessantes et les baisses de dotation dans notre budget, les services publics de la métropole nantaise ont su trouver les ressources pour continuer à exercer leurs missions. Les économies réalisées, l'augmentation assumée de la fiscalité et le recours mesuré à la dette nous permettent aujourd'hui d'afficher une situation budgétaire saine et un niveau d'investissement élevé qui participe activement au dynamisme du territoire. Dynamisme bien illustré par la hausse du versement transport qui devrait atteindre 159M€ en 2018.

Les nombreuses réformes des collectivités territoriales ont créés de nouvelles missions et de nouvelles obligations qui ont des impacts à la fois sur le personnel et sur des finances très contraintes. De surcroît, l'Etat se désengage de ses missions de services publics nationales et oblige les collectivités à les assurer, parfois avec des moyens limités, parfois même sans aucuns moyens.

Après ces nombreuses « contributions des collectivités à la baisse de la dette de l'Etat » imposées sans concertation par les différents gouvernements qui se sont succédés, nous aurions pu légitimement penser que l'étaiu de l'austérité sur les budgets des services publics locaux se serait desserré. Malheureusement cela ne sera pas le cas. Mais dans sa grande bonté, Le Président de la République, nous laissera cinq ans pour réaliser 13 nouveaux milliards d'euros d'économies. En moins de 10 ans, les services publics locaux Français se verraient privés de près de 25 milliards d'euros.

On nous annonce que cette fois, il n'y aura pas de réduction brutale des dotations de l'Etat, cela appartiendrait au passé. Place à « un pacte financier » qui contraindra nos collectivités si dispendieuses, à ne pas augmenter leurs dépenses de fonctionnement de plus de 1,1%, inflation comprise, autant dire, rien !

De plus, cela sera combiné à la fameuse suppression en trois ans de la taxe d'habitation pour 80% des ménages. Le gouvernement prend une mesure dont le seul effet sera d'enlever tous leviers fiscaux aux communes et aux intercommunalités. Alors bien évidemment, on nous annonce 100% compensation, nous connaissons bien ce type de promesses, elles ne valent que pour les premières années et que pour ceux qui y croient !

Au final, l'austérité s'imposera d'elle-même avec le manque à gagner qui augmentera d'année en année. Au lieu d'engager une réforme d'ampleur qui aurait rendu la taxe d'habitation plus juste pour les ménages, le gouvernement, nous promet finalement la grande marche arrière de la décentralisation, une attaque en règle contre la libre décision des élus locaux.

Ce sera maintenant avec des contrats passés entre l'Etat et les 319 plus grandes collectivités locales de France que nos politiques publiques locales se déclineront. A travers ces contrats le préfet disposerait d'un « pouvoir d'appréciation » sur notre budget, cela ressemble à s'y méprendre à une mise sous tutelle. Les élus communistes sont inquiets du devenir de la démocratie locale, en effet comment assumer notre mandat et la mission qui nous est confiée par les habitants sans une libre administration de nos collectivités.

Pour le budget 2018 de notre métropole, nous faisons le choix de maintenir le cap de l'investissement avec 413 M€ sur l'ensemble des budgets. Ce choix, c'est celui d'investir au service de ses habitants et de l'économie locale. De favoriser l'économie réelle et l'emploi indispensable et utiles pour répondre aux besoins de notre population.

Car si aujourd'hui, certains médias et autres ministres pointent du doigt nos collectivités comme trop dispendieuses, nous démontrons pourtant chaque jour que nos investissements sont non seulement utiles et maîtrisés mais également qu'ils favorisent une économie solide une attractivité durable. Avec un nouveau MIN, le regroupement du CHU, la rénovation de la gare de Nantes, le développement du logement social ou le prolongement de nos infrastructures de transports, nous donnons un avenir à notre territoire.

J'aimerais pour terminer, insister sur le fait que nos investissements, l'accueil de nouveaux habitants, les transferts de compétences du département et de l'Etat ont un impact sur notre fonctionnement et sur le personnel nécessaire au fonctionnement de Nantes métropole. Nombre

de services réclament des embauches, non pour le plaisir de les réclamer mais par ce que ces embauches supplémentaires seraient utiles à la réalisation des services. Nous ne pourrons éternellement nous appuyer sur les mutualisations et autres optimisations pour contenir la masse salariale, des embauches seront nécessaires pour maintenir le niveau de service. Je voudrais d'ailleurs réaffirmer que le dynamisme et l'attractivité de l'agglomération et de nos communes est le fruit d'une politique ambitieuse en faveur d'un service public fort capable imaginer l'avenir.

Je vous remercie de votre attention.